

PROPOSITION DE BASE COMMUNE
DU CONSEIL NATIONAL

— x —

3 juin 2018

*Le communisme
est la question
du XXI^e siècle*

PCF

Nous entrons dans un moment historique d'immenses bouleversements. Depuis plusieurs décennies, les puissances du capital ont renforcé leur mainmise sur le monde, allant même jusqu'à répandre le mythe de leur domination éternelle : la « fin de l'histoire ». La crise systémique qui touche désormais le capitalisme fracasse sous nos yeux cette légende : l'histoire a repris sa marche. Dans les convulsions de notre époque et alors même que de nouveaux krachs menacent, rien n'est écrit du futur de notre planète et de notre humanité : les forces du capital cherchent par tous les moyens la voie de la préservation de leur domination, ne reculant devant aucune guerre, aucun pillage, aucun saccage ; les courants réactionnaires se déchaînent, des mouvements populistes se présentent comme des recours... N'en chemine pas moins, objectivement, la nécessité du dépassement du capitalisme, tout comme l'ambition de dépassement des systèmes de domination patriarcal et raciste qui s'imbriquent pour le pire. Beaucoup d'alternatives se cherchent, se tentent, se construisent, depuis la mobilisation mondiale des femmes avec le mouvement #metoo/balancetonporc jusqu'aux expérimentations des fablabs, en passant par la lutte des Togolais-es-pour leur liberté, les jeunes États-unien-ne-s mobilisés pour l'interdiction des armes, le mouvement social pour la défense du service public ferroviaire, les mobilisations antiracistes ou le prix Nobel de la paix octroyé aux militant-e-s de l'interdiction des armes nucléaires.

En France, cependant, alors même que l'autoritarisme d'Emmanuel Macron est fortement contesté, le parti qui porte en son cœur cette alternative de dépassement a essuyé dans la dernière période des revers historiques qui exigent de produire toute la nouveauté que la période appelle, changer résolument tout ce qui doit l'être pour entrer, à la hauteur des défis de notre monde, dans un nouveau siècle. C'est la raison profonde de notre congrès extraordinaire. Il nous faut trouver les voies d'essor de ce communisme de nouvelle génération qui conjugue démocratie poussée jusqu'au bout et orientation révolutionnaire visant à sortir enfin de la société de classe, à relever jusqu'au bout le défi écologique, à assurer la paix et le libre développement de la personne humaine dans toutes ses dimensions. Ainsi, pour le PCF, le moment est venu de déployer hardiment le combat communiste, de renouveler en profondeur sa stratégie politique et d'engager toutes les transformations nécessaires de son organisation.

Le capitalisme nous entraîne au désastre

Thèse n° 1 : Le capitalisme est aujourd'hui un frein majeur au développement de l'humanité.

L'humanité a atteint un stade de développement qui lui permet de répondre à des défis hier encore inimaginables, de la sonde Rosetta posant Philae à 510 millions de km jusqu'au développement inédit des nanotechnologies. La révolution numérique amplifie chaque jour cette dynamique. Pourtant, maints grands besoins de l'humanité restent sans réponse alors que nous disposons, comme jamais jusqu'ici, des savoirs, savoir-faire et ressources pour y répondre. C'est

la folle boussole du capitalisme, aimantée par le seul taux de profit, qui est aujourd'hui cette criminelle cause de souffrances et d'humiliations, cet insupportable frein au développement de toute l'humanité qui nous empêche de faire ce que nous pouvons et savons pourtant faire.

Thèse n° 2 : Le capitalisme entraîne l'humanité et notre planète vers l'abîme, à vitesse accélérée : la crise écologique et anthropologique qu'il génère prend des proportions inédites.

Le capitalisme, guidé par cette insatiable et aveugle soif de profit et d'accumulation, met en péril l'humanité et notre environnement : bouleversements climatiques – source immédiate de risques gigantesques –, paradis fiscaux supports de la circulation de tous les trafics, pollutions alarmantes, fraude des trusts généralisée, réduction inédite de la biodiversité (-58 % d'espèces

vertébrées en 40 ans), maltraitance des humains allant jusqu'à la marchandisation des corps (gestation pour autrui, trafic d'organes et même renouveau de la traite d'humains), déforestation massive (129 millions d'hectares en 25 ans)...

Le capitalisme menace le devenir même de l'humanité à échéance de moins en moins lointaine. « Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste », écrivait Marx dans Le Capital. Le propos prend, de nos jours, une actualité tragique. Qui peut penser que l'humanité et notre planète pourront résister des décennies durant à ce régime de choc capitaliste ?

Thèse n° 3 : Le capitalisme mondialisé fait face à des transformations inédites.

La phase actuelle de développement et de crise du capitalisme est marquée par des transformations de très grande ampleur : expansion territoriale et polarisation entre centres dominants et périphéries dominées ; privatisation et marchandisation progressive de toutes les activités humaines ; financiarisation des économies et création monétaire massive au service des marchés financiers ; concentration de la propriété dans un petit nombre d'actionnaires à la tête de firmes multinationales gigantesques et augmentation des dividendes versés aux actionnaires et des intérêts payés aux banques ; restructuration des entreprises et transformations des systèmes productifs ; transformation de l'organisation du travail afin de déposséder totalement les travailleurs-euses de la maîtrise et de la finalité de leur travail ; politiques libérales renforcées, singulièrement en Europe dans la dernière décennie ; libéralisation des échanges pour réduire les barrières tarifaires et abaisser les normes sociales ou écologiques. La révolution informationnelle, qui commence déjà à franchir un nouveau stade, notamment avec l'intelligence artificielle, est centrale pour notre combat communiste car elle accélère ces transformations autant qu'elle peut permettre leur dépassement.

Thèse n° 4 : Le capitalisme dépossède de pouvoir un nombre inédit d'humains.

Le capital se concentre aujourd'hui dans un nombre de mains qui n'a jamais été aussi étroit. Quelques firmes transnationales – souvent à base nord-américaine – concentrent pouvoir et argent à échelle mondiale. En France même, elles représentent la moitié des emplois des entreprises.

Elles s'affirment comme des acteurs de premier plan, se soustrayant aux souverainetés populaires et allant même jusqu'à s'opposer et s'imposer aux États. Des plateformes privées (Facebook, Google...) en viennent à s'arroger des prérogatives régaliennes, sans aucun contrôle démocratique, tout en échappant à peu près à toute imposition. Propriétaires d'innombrables données personnelles, elles en font un usage marchand visant à accroître leurs profits, au mépris des libertés.

Pour le capital, la démocratie est une entrave. Ainsi, les développements nouveaux du capitalisme en viennent à faire reculer toutes les conquêtes partielles en matière de démocratie et de liberté. Alors que la révolution des connaissances appelle comme jamais le pouvoir du grand nombre, ils concentrent celui-ci dans des mains toujours moins nombreuses.

Thèse n° 5 : Le développement du capitalisme aggrave la crise de sens dans laquelle il enfonce l'humanité.

Faire de tout une marchandise : c'est la logique capitaliste. La généralisation de la marchandisation, sous l'effet d'une intense lutte de la classe dominante, se déploie à marche forcée. Cela vide toutes les valeurs et nourrit une profonde crise de civilisation. Le seul objectif d'une vie humaine devrait être de « devenir milliardaire » ou d'acquérir une Rolex avant 50 ans. Si certain-e-s s'épuisent à courir après ces objectifs si vides, la crise de sens touche désormais des pans très larges des sociétés humaines.

C'est particulièrement sensible dans le domaine du travail. Pour que quelques-un-e-s fassent des profits toujours plus gigantesques, on empêche des millions d'individus de travailler cor-

Les encadrés « En débat » sont issus des discussions du Conseil national du 2 juin 2018. Ils concernent des thèses qui font débat et doivent permettre de poursuivre les discussions pour enrichir et modifier les thèses visées.

rectement, quand on ne les amène pas à effectuer un travail qu'ils savent sans utilité voire dangereux pour autrui et pour eux-mêmes. Tous les secteurs sont concernés, depuis l'agriculture jusqu'aux métiers de la santé en passant par les industries.

Thèse n° 6 : Le capitalisme présente des signes de péremption de plus en plus marqués.

Le principe selon lequel, dans le travail, celui qui possède décide de tout et impose à celui qui ne possède pas ce qu'il doit faire et comment il doit le faire est au cœur de la logique capitaliste d'aliénation. C'est une injustice que nous dénonçons de longue date. C'est, aujourd'hui, un principe lourdement mis en difficulté par le mouvement réel de l'humanité. C'est l'efficacité même qui commande que les travailleuses et les travailleurs réfléchissent eux-mêmes au travail à accomplir. Le travail prescrit de l'extérieur est un frein au développement global et, désormais, à certains égards, un frein au profit capitaliste lui-même. Face à cette contradiction montante, certains secteurs dynamiques du capitalisme sont obligés de ruser : Google permet ainsi à ses ingénieurs de consacrer 20 % de leur temps de travail payé à de libres projets personnels. Bien sûr, c'est pour mieux s'assurer de la propriété de ceux-ci en cas de succès, mais quel aveu de péremption des logiques capitalistes !

Oui, celles et ceux qui produisent doivent diriger et non obéir. Oui, « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

Thèse n° 7 : C'est à une crise systémique que le capitalisme est confronté.

Le fait économique majeur de la décennie qui a suivi la crise financière de 2007-2008 est que le système capitaliste poursuit une spéculation financière effrénée. Les institutions mises en place après le choc de la crise financière de 2008 n'ont cessé de développer les contradictions qu'elles prétendaient résorber. Le capitalisme vit désormais sous perfusion d'argent gratuit distribué sans critère aux spéculateurs par les banques centrales : la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne distribuent chaque mois plusieurs dizaines de milliards de dollars et d'euros à taux nul aux banques et aux grands groupes. Ces sommes considérables – qui pourraient être si utilement dépensées – alimentent ainsi les profits bancaires, alourdissant le coût du capital tout en préparant un nouveau krach avec les énormes bulles spéculatives qu'elles nourrissent. À l'heure où les signes d'une nouvelle crise financière se multiplient, élever le niveau de conscience concernant l'utilisation de l'argent par les banques et mettre en débat cet enjeu dans les luttes est une priorité pour les communistes.

La crise systémique, c'est l'impasse. Impasse sur l'emploi, sur les services publics, sur les droits sociaux, sur le type de croissance. C'est l'impasse en matière d'écologie. C'est l'impasse pour la sécurité des peuples qui demandent à vivre en paix. C'est l'impasse sur la démocratie...

Cela rend impérieux un processus de dépassement du capitalisme, la sortie, pour l'humanité, de cette préhistoire.

Le communisme est à l'ordre du jour de ce siècle

Thèse n° 8 : Relevons le défi écologique et anthropologique. Changeons de cap : l'humain d'abord !

Nous, communistes de France, proposons une alternative à ce désastre. Le profit et l'accumulation ne peuvent commander le présent et le devenir de l'humanité et de notre planète. Les humains et les ressources naturelles sont considérés comme des moyens au service du profit de quelques-un-e-s ; nous voulons, quant à nous, remettre les choses à l'endroit et placer l'humain d'abord. C'est ce que nous appelons l'écommunisme. La boussole doit être celle du bien-vivre, du développement durable de l'humanité, de la réponse à ses besoins, potentiels et aspirations, incluant nécessairement la dimension écologique. Ceux-ci ne sauraient être définis

abstraitemment, une fois pour toutes, ou, d'une façon technocratique, par un marché, un parti ou une administration : ils doivent être définis collectivement dans la délibération démocratique.

Thèse n° 9 : Face à l'accaparement de tout par quelques-un-e-s, poussons à fond l'appropriation par le plus grand nombre.

Ces ruptures d'ampleur qu'appelle le mouvement réel de notre monde ne peuvent s'opérer en laissant les mêmes pilotes en place. La classe des propriétaires des grandes structures économiques ne peut décider seule de ce qu'on produit, où et comment on le fait et, cerise sur le gâteau, en retirer les bénéfices. Celles et ceux qui travaillent et créent les richesses doivent acquérir les pouvoirs leur permettant de décider.

L'appropriation par le plus grand nombre est à l'ordre du jour : nationalisations authentiques (et non simples étatisations hors d'atteinte du pouvoir populaire) donnant la grande place à celles et ceux qui travaillent dans ces secteurs, les usagers et la Nation elle-même ; développement de structures et de services publics démocratisés à échelles locale, nationale, continentale, mondiale ; développement inédit de l'économie sociale et solidaire ; développement volontariste des « communs », ces structures qui se multiplient sous nos yeux, notamment dans le domaine numérique, en marge de l'État et des marchés.

Thèse n° 10 : Pour le développement intégral des individus.

Parce que notre société reste, fondamentalement, une société de classes et que l'oppression de classe est sexuée, elle ne permet pas le développement plein et entier de la personne, dans toutes ses dimensions. L'actuelle division du travail épuise les individus sans leur laisser le temps de développer d'autres aspects de leur personnalité. Les politiques d'éducation et de formation, telles qu'elles sont conçues, empêchent de plus en plus de jeunes d'accéder à une culture de haut niveau et de développer leur créativité. Au nom de la rentabilité, le travail est privé de son sens ; la pensée, la création, le sport sont sommés de se soumettre à la loi du marché. Nombre de nos loisirs sont même réduits à des divertissements uniformisés. Au-delà, on enferme les personnes dans des rôles ; on les assigne à des identités.

Au contraire, notre combat communiste place en son cœur l'ambition du libre développement de la personne dans toutes ses dimensions. C'est un enjeu de justice : nous sommes toutes et tous capables d'apprendre, de créer, d'innover : pourquoi certain-e-s en seraient-ils privé-e-s ? Au-delà, c'est une nécessité politique, économique, civilisationnelle : pour faire face aux défis productifs d'aujourd'hui et de demain, pour permettre effectivement l'activité citoyenne de direction collective, pour que chacune et chacun, par son libre développement, puisse donner toute sa mesure et, par là, faire croître comme jamais le libre développement collectif.

Cela appelle à transformer radicalement l'éducation pour qu'elle réponde à cette ambition. Cela appelle une forte réduction du temps de travail, appuyée sur les formidables gains de productivité, ouvrant la voie à des possibilités inédites de développement de la personne et une organisation nouvelle des temps de la vie.

Thèse n° 11 : Pour une société d'êtres humains égaux et libres, face à la mise en scène d'un « choc des civilisations ».

Le chaos du monde actuel est propice à la montée de toutes les haines. Dans le monde et dans toute l'Europe, le racisme redevient, à grande échelle, un des instruments de la domination de classe : exacerber la concurrence des exploité-e-s et des dominé-e-s. Inégalités sociales, précarisation du travail, assignations territoriales dans des quartiers délaissés de la République, discriminations racistes structurelles (embauche, logement, contrôle au faciès) se conjuguent pour mettre à l'index, en état de sous-citoyenneté, une part croissante de la population, et singulièrement de la jeunesse, injures quotidiennes à nos principes républicains.

L'idéologie dominante propose un portrait caricatural et très appauvri de l'humanité, réduite

à une division raciste et religieuse en quelques blocs civilisationnels censément homogènes : c'est le prétendu « choc des civilisations » (« l'Occident » serait blanc et chrétien, alors que son histoire est beaucoup plus plurielle ; le « monde arabe » serait tout uniment musulman ; etc.).

Profondément anticolonialistes, anti-impérialistes de la première heure, partisans décidés de l'émancipation individuelle et collective, nous rejetons ces manœuvres qui divisent artificiellement celles et ceux qui ont intérêt à s'unir, en même temps qu'elles humilient et briment des millions d'individus, ramenés à une couleur de peau, une religion réelle ou supposée, une « civilisation » présentées comme des menaces ou des crimes. Nous affirmons l'égalité de tous les êtres humains et récusons toutes les grilles de lecture racistes. Nous combattons le système de domination raciste, toutes les violences – y compris policières – et toutes les discriminations – y compris territoriales. Il est urgent de porter un antiracisme qui revendique l'égalité de traitement pour toutes et pour tous, qui agit contre toutes les formes de discriminations, d'humiliations et d'oppressions, qui combat avec force l'offensive xénophobe, antimusulmane, antisémite et contre toutes les formes de racisme.

La mise en scène de ce « choc des civilisations » est une entrave au libre développement de chacun-e, dans la complexité et la diversité de ses origines et trajectoires, de ses opinions, de ses croyances. Se libérer de ces chaînes relève de notre combat communiste, comme condition et manifestation du développement de l'humanité tout entière.

Thèse n° 12 : Pour une humanité débarrassée de la domination patriarcale, pour des femmes et des hommes égaux et libres.

La domination patriarcale est un puissant frein au développement de l'humanité. L'indépendance économique des femmes par le travail, le renforcement de leur formation, conquêtes majeures au sein du capitalisme, rendent cette moitié de l'humanité chaque jour plus actrice de sa vie et de l'humanité entière. Cela manifeste aux yeux de toutes et tous son égale capacité et dignité. Les tactiques patronales de discrimination visant à faire des économies sur le dos des femmes en rétribuant moins celle-ci à travail de valeur et de qualifications égales sont de moins en moins supportées et apparaissent pour ce qu'elles sont : une inégalité systémique, une injustice d'un autre temps.

L'ampleur des campagnes #metoo/balancetonporc révèle à la fois la gravité et le caractère structurel des violences faites aux femmes – elles sont très nombreuses, de tous âges et tous milieux sociaux, à en être victimes – comme la puissance d'un refus : celui d'être considéré comme un objet. Pour atteindre l'égalité et laisser la personnalité de toutes et tous se développer librement, notre combat appelle à s'émanciper de ces dominations. Les combats féministes bouleversent l'ensemble des rapports sociaux, la place assignée à chacune et chacun ; ils permettent à l'ensemble de la société de faire un bond en avant.

Dans le même sens, la progression des droits des personnes lesbiennes, gays, bi, transgenres, intersexuées (LGBTI+), fortement discriminées elles aussi par le système patriarcal, inimaginable il y a un demi-siècle encore, est le signe qu'une société nouvelle cherche à éclore.

Aujourd'hui, ces conquêtes, inachevées, sont fragiles et peuvent être remises en cause. Ainsi, notre combat communiste vise non seulement à les conforter, mais à leur donner une ampleur neuve, dans une société de liberté, d'égalité, de dignité.

Thèse n°13 : Pour un monde de paix.

Le monde est bouleversé sous la pression des appétits capitalistes et impérialistes, par les guerres. Cela le rend dangereux à un point inconnu depuis la fin de la Guerre froide. Les nationalismes et obscurantismes voient leur vigueur redoubler, se présentant comme des réponses alternatives à une mondialisation capitaliste brutale et dépourvue de sens ; ils mènent les peuples dans d'aussi meurtrières impasses. La « fin de l'Histoire » n'a pas eu lieu ; cette fable élaborée alors que le capitalisme semblait triompher, dans les années 1990, a été pleinement

invalidée par le mouvement de l'Histoire même. Le capitalisme, dans sa phase mondialisée, génère au contraire de violentes contradictions qui aiguïssent les tensions et nourrissent des foyers de guerre partout sur la planète. Les traités de libre-échange qui se multiplient à l'écart des décisions souveraines dessinent des zones d'affrontements qui accumulent des stocks alarmants d'armements. Et la menace nucléaire est à nouveau brandie dans des formes nouvelles.

D'Erdogan à Trump en passant par Netanyahu ou Poutine, redouble d'actualité l'analyse de Jaurès : le capitalisme porte en lui la guerre « comme la nuée dormante porte l'orage ».

La paix ne peut pas s'épanouir au milieu de la guerre économique. La survie et le développement de l'humanité permettent et requièrent au contraire l'essor des coopérations internationales dans un cadre de paix et de droit. Elle est conditionnée par un indispensable dialogue sanctionné par des instances internationales modernisées et démocratisées, par une refondation progressiste de la construction européenne qui doit s'émanciper de l'OTAN. La France doit s'inscrire de façon active dans le processus d'interdiction des armes nucléaires, engagé en juillet 2017, par une très large majorité (132 États) de l'assemblée générale de l'ONU.

La paix, le désarmement et tout ce qui les nourrit s'avèrent ainsi des enjeux cardinaux de notre combat.

Thèse n° 14 : Pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire.

Les enjeux migratoires sont au cœur de notre époque et représentent un véritable défi mondial. Aucun pays n'échappe aujourd'hui à ces enjeux, enjeux qui relèvent de choix politiques réfléchis. Il s'agit donc pour les institutions internationales, États et citoyen-ne-s, de travailler à définir des solutions communes dans une démarche d'accueil, de devoir d'humanité et de co-développement. Si le droit à la mobilité est reconnu par la Déclaration des droits de l'homme, des migrations forcées ne cessent d'augmenter. Seul un tiers de la population mondiale arrive à faire valoir son droit à la mobilité, et les drames humains se multiplient. Notre responsabilité est d'accueillir les migrant-e-s avec dignité, dans le respect des droits internationaux et des conventions des droits de l'enfant.

Au moment où l'Europe consacre des milliards d'euros à la « sécurisation des frontières », la France doit porter un autre espoir, celui de la patrie des droits de l'homme, du droit à la circulation pour toutes et tous, de l'ouverture du droit d'asile aux réfugié-e-s économiques et climatiques, d'ouverture de voies légales de migration, de politiques volontaristes d'accès au droit au travail, à la santé, aux transports, au logement, à l'apprentissage du français. De plus, la France doit s'investir pleinement pour un pacte mondial de solidarité sur les enjeux migratoires, l'année où l'ONU appelle à des initiatives.

En France, un combat stratégique

Thèse n° 15 : La France présente des dimensions stratégiques pour notre combat.

Sixième puissance mondiale, la France est de ces nations qui peuvent peser sur le cours du monde. Que la lutte des classes y tourne à l'avantage des possédant-e-s ou des travailleuses et travailleurs, et les conséquences peuvent s'en faire sentir pour de nombreux peuples dans le monde. Les luttes y prennent ainsi une portée qui dépasse les seules frontières hexagonales.

Emmanuel Macron tente aujourd'hui d'utiliser le rayonnement international de la France et sa puissance d'intervention militaire extérieure pour retrouver un rôle de leader du « camp occidental », à l'égal de Trump. Cet effort est vain ; il est même dangereux car il n'est pas mis au service de la construction d'un nouvel ordre du monde fondé sur la justice, le droit, la coopération et la paix. Notre pays a pourtant des atouts pour jouer, en grand, ce rôle de progrès.

Parmi les grandes puissances capitalistes, la France présente une configuration singulière. Malgré les réactions, reniements et répressions, la France reste intimement marquée par le souffle

de sa Grande Révolution, de ses révolutions du XIXe siècle, de ses intenses luttes de classes du XXe, de ses mobilisations féministes. Notre peuple en porte un puissant héritage : de sa devise républicaine à la Sécurité sociale en passant par son ancrage laïque, le préambule de 1946 ou la vivacité de ses organisations révolutionnaires syndicales et politiques. Les luttes sociales et politiques en 2018 en témoignent de manière vivante.

Cette configuration, singulière en Europe et dans le monde, fait de notre pays, au cœur du monde capitaliste, une terre qui appelle le déploiement offensif de notre combat communiste.

Thèse n° 16 : La France est au cœur d'un affrontement de classe visant à saborder tous les leviers de modernité conquis de haute lutte : défendons-les, développons-les, ressourçons-les.

Activement soutenu par le grand capital financier et ses relais médiatiques, qui en ont fait leur nouveau champion, le Président de la République a réussi en 2017 à capter le besoin de renouveau de la société française. Mais son « nouveau monde » montre son vrai visage : inégalitaire, brutal et autoritaire, tout entier dédié aux grands intérêts capitalistes. Même rhabillé en *start up*, le modèle Macron tape toujours plus dur. Derrière les masques, c'est le vieux monde capitaliste.

La Sécurité sociale, les services publics sont des conquêtes majeures, leviers originaux de modernité arrachés par le combat de classe. Ils n'ont cessé d'être l'objet d'attaques de la part du patronat et leur originalité s'est parfois émoussée quand il aurait fallu la renforcer. Nous sommes aujourd'hui confronté-e-s à une lutte de très haute intensité visant à les liquider purement et simplement, pour faire place nette à une domination de classe sans frein. Le pouvoir Macron, c'est la volonté de pousser le plus loin possible l'adaptation de notre pays à la domination capitaliste mondialisée de ce siècle.

Ces conquêtes doivent, au contraire, être précieusement préservées, ressourcées dans une appropriation populaire effective et amplifiées pour répondre aux défis posés par notre temps. Il ne s'agit pas de normaliser la France au regard des appétits capitalistes internationaux mais de pousser plus loin tout ce qu'elle compte de modernité.

Communistes, nous ne défendons pas le vieux monde et ses lourdes limites. Nous voulons prendre appui sur les conquêtes d'hier et le mouvement profond d'aujourd'hui pour relever les défis du siècle posés à l'humanité. À celles et ceux qui produisent les richesses de prendre, enfin, les affaires du monde en main.

Les chemins révolutionnaires dans la France de notre temps

Pour une mise en mouvement consciente du plus grand nombre pour des objectifs de conquête

Thèse n° 17 : Il existe, en France, une puissante aspiration populaire à de grands changements mais le mouvement populaire reste trop faible.

La mise en mouvement du plus grand nombre, créatrice et consciente, est la condition *sine qua non* du mouvement communiste. La construction de cette mise en mouvement se trouve ainsi placée au cœur même de notre pratique politique. Nous pouvons nous appuyer, aujourd'hui, sur une puissante aspiration populaire à de grands changements. Le *statu quo* est tellement rejeté que l'homme des principales forces du capital, Emmanuel Macron, a dû intituler son livre de campagne présidentielle « Révolution ». Malgré le déferlement médiatique soutenant chacune de ses contre-réformes, il ne parvient pas à obtenir d'adhésion majoritaire. La dureté de bien des vies, la conscience diffuse des périls, la crise de non-sens du capitalisme mondialisé, la curiosité qui se développe autour des notions de « communs », le regain d'intérêt pour les idées de Marx ou le communisme dans la jeunesse en constituent d'autres signes. Pour autant, le mouvement populaire effectif est encore trop faible. Nous avons des obstacles à lever.

Thèse n° 18 : Développer la conscience de classe est un enjeu stratégique.

La mise en mouvement du plus grand nombre implique une élévation du niveau de conscience des intérêts en présence. L'idéologie dominante s'emploie à diviser la grande classe des salarié-e-s. Pourtant, les conditions objectives pour une alternative au système capitaliste sont aujourd'hui particulièrement aiguës, notamment du fait d'une concentration inédite de la classe capitaliste. Face à elle, et par-delà ses mille nuances – de l'ouvrier à la chercheuse en passant par le chômeur, le cadre ou la caissière –, la classe des salarié-e-s est unie objectivement, dans sa subordination aux grands propriétaires qui, seuls, décident et profitent véritablement. L'émergence des « auto-entrepreneurs » dans la dernière période n'est pas synonyme de création d'une classe aux intérêts distincts. Leurs intérêts sont ceux des salarié-e-s. Face à la concentration actuelle du capital apparaissent même des possibilités d'alliance très fortes avec nombre de travailleurs indépendants et de petits patrons, eux aussi soumis au pouvoir d'une classe dominante de plus en plus étroite.

Pourtant, force est de constater que cette classe n'a pas conscience de ses intérêts communs. En effet, une des principales forces de la politique de la classe capitaliste, celle d'Emmanuel Macron en témoigne, est qu'elle parvient à diviser de manière significative les salarié-e-s et simultanément à faire adhérer une partie d'entre eux aux thèses patronales. Ainsi, les différences de statuts ou la domination patriarcale sont utilisées pour tirer les droits des travailleurs-euses vers le bas, les différentes méthodes managériales et le développement de l'intéressement accentuent la mise en concurrence les salarié-e-s et la participation aux bénéfices se fait au détriment de l'augmentation des salaires. Ainsi, la mise en mouvement créatrice des salarié-e-s et de leurs allié-e-s de classe appelle une intense bataille idéologique pour faire croître une large conscience de classe.

Thèse n° 19 : Développer l'alliance de toutes celles et de tous ceux qui ont intérêt à l'extinction des dominations pour, ensemble, parvenir à les faire reculer.

Par-delà même ces structurants intérêts de classe, nous visons à rassembler toutes celles et

tous ceux qui ont intérêt au dépassement du capitalisme et au libre développement de la personne. Le sort réservé à la jeunesse de notre pays, aux femmes, aux étranger-e-s, à celles et ceux que l'idéologie dominante tend à présenter comme des ennemis de l'intérieur en raison de leur couleur de peau ou de leurs croyances réelles ou supposées ; tout nous appelle à travailler ensemble et, ensemble, combattre ces dominations dont l'extinction serait profitable à toutes et tous. Ce sont des questions de tout premier ordre et des préoccupations majeures pour des millions de personnes dans notre peuple, prêtes à se mobiliser en plus grand nombre encore, depuis Parcoursup jusqu'aux violences policières, en passant par #metoo/balancetonporc ou la chasse aux migrant-e-s.

Au-delà, nous visons à rassembler toutes celles et tous ceux que la République délaisse dans les banlieues, les quartiers populaires, le péri-urbain ou la ruralité. Nous promouvons une République de l'égalité dans tous les territoires.

Thèse n° 20 : Notre stratégie communiste s'ancre dans les luttes concrètes pour engager le dépassement du capitalisme.

C'est dans les luttes concrètes, sur tous les terrains, que se construisent les possibilités d'un dépassement réel du système capitaliste. C'est dans le mouvement réel, dans ces luttes et dans le combat pour y porter des alternatives que s'ancre notre stratégie révolutionnaire, ce processus multiforme fait de succès partiels mais aussi de possibles reculs, de victoires de longue portée et de ruptures, d'élévation progressive des objectifs de conquête à mesure que se construisent et évoluent les rapports de forces.

Aussi, nous devons déployer notre présence, notre visibilité, notre activité dans un plus grand nombre de bassins de vie et d'emplois, en appréhendant la réalité dans ses contradictions, en développant notre autonomie de pensée et d'actions, pour être d'abord identifié-e-s pour ce que nous sommes et pour le changement de société que nous portons.

Les questions qui font le quotidien de notre peuple soulèvent toutes des questions politiques qui peuvent être utilement nourries de l'apport communiste.

Thèse n° 21 : La mise en mouvement populaire, pour grandir, a besoin de victoires. Travaillons, à toutes échelles, à en obtenir et popularisons-les.

Le fatalisme s'est répandu dans de larges couches de notre société. C'est le fruit d'une dure bataille idéologique mais aussi d'une succession factuelle d'échecs de mobilisations. La lutte trouve un écho plus vigoureux et large quand on peut l'espérer victorieuse. Il est, dès lors, stratégique, à toutes échelles, de penser des batailles qui visent à être gagnées et s'en donnent les moyens, que nous en soyons à l'initiative ou que celles-ci soient déjà en cours. Pour partielles qu'elles puissent être, ces victoires ne peuvent devenir des leviers d'une mise en mouvement plus large qu'à la condition d'être connues et popularisées.

Thèse n° 22 : Faire grandir cinq transformations révolutionnaires constitutives de notre projet communiste.

Nous sommes à l'écoute et en appui des mouvements de notre peuple que nous tâchons de pousser le plus loin possible, en nous y impliquant avec esprit de suite et cohérence de sens global. En outre, notre programme reste celui développé dans « La France en commun ».

Au vu des aspirations de notre peuple, de ce qu'il identifie comme devant faire l'objet de mobilisations, comme des défis objectifs que nous identifions pour la période actuelle et à venir, nous nous engageons pour obtenir de nouvelles conquêtes qui contribuent à faire grandir cinq grandes transformations révolutionnaires constitutives de notre projet communiste.

- **Ouvrir la porte au communisme dans la production et le travail.** Le pouvoir de décider ce qui est produit, d'organiser le travail, d'utiliser les bénéfices est confisqué par une poignée

de grands actionnaires qui ruinent notre pays, ses travailleurs et travailleuses, à l'image de ceux de Carrefour, groupe qui verse des dividendes records, prévoit près de 4 000 licenciements et impose des bas salaires à celles et ceux qui, par leur travail, assurent sa richesse. À l'échelle mondiale, les assauts ne sont pas moindres et ont aussi des effets en France (1,4 milliard de personnes vivent avec moins de 5 \$ par jour, 73 % de la population mondiale n'ont pas de protection sociale adaptée...). L'heure est venue de faire grandir les pouvoirs de décision économique pour les travailleurs, travailleuses et usagers, en France, en Europe et dans le monde. Dans le même mouvement, nous portons l'ambition de garantir à chacune et chacun le droit à un travail émancipé et à du temps libéré. Alors que l'utilisation capitaliste de la révolution numérique conduit à des destructions massives d'emplois et au développement effréné de la précarité jusqu'à l'uberisation des activités, décidons au contraire, collectivement, de l'usage que nous voulons en faire. Les potentialités de cette révolution permettent, en effet, de tout autres perspectives : développer de nouveaux métiers, réduire le temps de travail au profit d'autres activités humaines, pour dépasser le marché du travail avec la création d'une sécurité de l'emploi et de la formation.

- **Engager la révolution écologique.** Cet enjeu est souligné dans nos textes de congrès depuis plusieurs décennies. L'urgence de la situation appelle cependant une montée en puissance de notre part sur ce front, dans la suite des assises communistes de l'écologie : dans notre pays, près de 50 000 décès prématurés sont dus à la pollution atmosphérique ! L'heure est venue de développer un nouveau mode de production, de nouveaux modes de consommation, de nouveaux modes de déplacement. Cela passe par la relocalisation d'activités économiques, la lutte contre les perturbateurs endocriniens, la relance massive des secteurs de l'industrie (transport, isolation...) comme de la recherche loin du démantèlement auquel nous assistons, l'introduction de critères sociaux et écologiques ambitieux et contraignants pour les entreprises, la détermination démocratique et la maîtrise publique des énergies – à commencer par l'énergie nucléaire qui doit être absolument placée, pour être viable, à l'écart des logiques de l'argent – la refonte du modèle agricole français avec une réduction des intrants chimiques, le développement de services publics démocratisés, un nouveau modèle d'échanges internationaux fondés sur la coopération, loin des accords de libre-échange généralisés et d'une division internationale des processus productifs écologiquement insoutenable. Cette lutte, d'emblée, s'inscrit du local au mondial, avec les peuples mobilisés des pays en développement qui exigent que les pays riches et industrialisés, responsables du réchauffement climatique, s'acquittent de leur dette écologique
- **Faire reculer les dominations patriarcales, combattre le racisme et faire échec aux nationalismes.** Dans les discours et dans les faits, ces dominations vivaces défigurent notre pays, génèrent discriminations, humiliations et souffrances. Il est urgent de faire grandir la conscience que le fait d'être français n'implique pas une couleur de peau ni une religion, et réciproquement. Face aux Zemmour, Finkielkraut, à la « Manif pour tous » et autres puissantes offensives réactionnaires, notre agenda place haut les combats à mener pour l'égalité professionnelle, le droit à disposer de son corps, le juste partage des pouvoirs, le libre développement de chacune et de chacun, en France et dans le monde.
- **Protéger et développer les services publics.** Les capitalistes veulent tout privatiser, tout transformer en marchandise. Ils font subir un traitement de choc aux services publics en les privant de moyens humains, financiers et en soumettant leur gestion au dogme de la rentabilité jusqu'à les entraver dans leurs missions. La situation de l'hôpital public en est le témoin. Nous devons au contraire les promouvoir pour répondre aux besoins humains et relever le défi écologique : pas de démocratie ni de métiers d'avenir sans système éducatif à la hauteur de la révolution des connaissances ; pas d'accès aux soins pour toutes et tous, pour une protection sociale du XXI^e siècle sans service public de santé et secteur public du médicament ; pas de réponse au défi climatique sans service public de l'énergie ou du transport ferroviaire. Le statut de la fonction publique est essentiel pour relever ces défis car il garantit l'égalité, l'indépendance et la responsabilité des fonctionnaires.

- **Prendre le pouvoir sur l'argent.** C'est une question objectivement incontournable et, de plus en plus, perçue comme telle. Nous pourrions ainsi envisager des batailles d'ampleur contre l'évasion fiscale et viser à briser plusieurs de ses mécanismes comme le « verrou de Bercy ». Au-delà, prendre le pouvoir sur l'argent nécessite la connaissance précise des activités bancaires, la constitution d'un secteur bancaire public incluant des nationalisations, une maîtrise populaire du crédit, une réorientation radicale de la Banque centrale européenne pour placer son pouvoir de création monétaire au service des besoins du plus grand nombre. Enfin, il nous faut travailler à forger une monnaie commune mondiale pour échapper à la domination du dollar et permettre au grand nombre des humains de maîtriser leur monnaie commune.

À la conquête des pouvoirs

Thèse n° 23 : Il n'y a pas d'émancipation politique sans émancipation culturelle.

Le capitalisme prend les allures d'une forme de dictature de la pensée dont l'ambition est d'imposer son hégémonie culturelle en s'emparant des imaginaires. Des œuvres, des langues, des lieux, des festivals, des artistes disparaissent tandis que de grands groupes globalisés font main basse sur la production artistique, sur les médias et le web. Ils fabriquent et diffusent massivement des « produits culturels » standardisées et uniformisés. Pris au piège de l'austérité et minés par les critères libéraux, les établissements culturels publics voient leur liberté de création, leur esprit critique, leur fonction citoyenne, menacés. C'est d'autant plus dangereux que néolibéralisme et néopopulismes convergent du même pas obscurantiste. L'élitisme et le populisme culturel apparaissent comme une arme pour parler au nom du peuple tout en lui refusant le droit de se construire en acteur de sa propre histoire. Remettre l'art, les savoirs, la culture et l'éducation populaire au cœur de notre combat émancipateur, reconquérir une hégémonie culturelle progressiste sont des enjeux majeurs de la construction d'une nouvelle conscience de classe et d'une alternative à la destruction capitaliste comme à la haine populiste. À l'ordre de la marchandise, du divertissement, du repli identitaire, opposons le risque de la création, l'ambition de la démocratie culturelle, comme de l'ouverture au monde pour construire un nouvel universalisme de liberté, d'égalité et de fraternité.

Thèse n° 24 : Nous sommes confronté-e-s à une nouvelle phase de concentration autoritaire des pouvoirs.

Peinant à susciter l'adhésion, les forces dominantes sont tentées par l'autoritarisme. De puissants systèmes médiatiques aux mains des puissances d'argent contrôlent un flot continu d'informations. Des transnationales nées de la révolution numérique étendent leur emprise dans des domaines inédits. La démocratie, en crise, est mise en danger. Faute d'avoir une prise réelle sur les décisions, des millions de citoyennes et de citoyens se retirent du jeu démocratique.

En France, Emmanuel Macron veut franchir une étape majeure dans la concentration des pouvoirs. Dans l'entreprise, toutes ses lois visent à priver les salarié-e-s et leurs syndicats de droit d'intervention. Il veut aussi une nouvelle concentration institutionnelle : moins de pouvoirs pour les communes, moins de parlementaires et de pouvoir au parlement, toujours plus pour un État aux mains d'une technocratie financière. Une présidentialisation monarchique sert de levier à une recomposition politique lourde : un pouvoir toujours plus éloigné du contrôle populaire. Nous opposons à cela une conception de la politique fondée sur l'accroissement des pouvoirs du plus grand nombre.

Thèse n° 25 : Nous visons la conquête du pouvoir d'État pour faire croître les pouvoirs du plus grand nombre.

Dans la mondialisation capitaliste, le rôle des États reste majeur et le Parti communiste français ne saurait se désintéresser de l'État français, 6e puissance mondiale. Nous avons déjà détenu une petite part du pouvoir d'État, ce qui a puissamment contribué à apporter des transfor-

mations profondes à notre pays : droit de vote et d'éligibilité des femmes, Sécurité sociale, statut général de la fonction publique, nationalisations, loi de solidarité et de renouvellement urbains... Dans une situation qui appelle des transformations plus radicales encore, mêlant processus au long cours, seuils et ruptures, le Parti communiste français vise plus que jamais la conquête du pouvoir d'État.

Pour autant, le PCF ne vise pas à se substituer simplement à une autre force à la tête de cette machinerie. Cette conquête vaut pour nous en ce qu'elle s'inscrit dans notre combat visant à ce que ceux et celles qui produisent les richesses gagnent le pouvoir de décider. Nous visons, dans ce sens, la constitution d'une nouvelle République.

Thèse n° 26 : Notre stratégie de conquête des pouvoirs ne se limite pas à l'État national.

Tout le pouvoir ne réside pas, ni n'a vocation à résider dans l'État. Les lieux de pouvoir sont pluriels. Nous visons la conquête de pouvoirs des salarié-e-s à l'échelle de l'entreprise. Nous visons la conquête de pouvoirs dans les différentes institutions, trop souvent fermées à l'initiative et au contrôle populaires. Nous visons la conquête de pouvoirs dans les collectivités. Dans ce sens, nous aspirons à une décentralisation des pouvoirs au plus près des citoyennes et des citoyens et nous mobilisons contre le démantèlement de la démocratie de proximité.

L'Union européenne est devenue, par sa construction au service des marchés et sous domination des grandes puissances, un niveau clé de la lutte de classe. Pour nos peuples et pour changer le cours de la mondialisation, des transformations fondamentales dans ses orientations, institutions financières et de coopération politique – donc des ruptures avec les traités actuels – sont un objectif stratégique. Nous nous battons à la fois pour une autre politique de la France en Europe, et pour des fronts européens dans les institutions et en dehors d'elles. Nous pensons notre action à l'échelle continentale avec le Parti de la gauche européenne, le groupe GUE/NGL et toutes les coopérations progressistes engagées jusqu'ici et à engager dans la prochaine période pour ouvrir des fronts victorieux.

Face à un capitalisme mondialisé, nous pensons notre action à l'échelle mondiale, avec les forces politiques progressistes mais aussi les mouvements de la société émancipateurs comme #metoo/balancetonporc ou la lutte, mondiale, contre les géants du numérique (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft...) pour leur soumission à l'impôt et l'appropriation de nos données. Notre démarche stratégique est fondamentalement internationaliste. La part internationaliste de notre combat doit être renforcée face à des stratégies, de fait, pensées et mises en œuvre à cette échelle.

La croissance de la force communiste est un objectif stratégique ; le rassemblement majoritaire, un chemin incontournable.

Thèse n° 27 : Les élu-e-s communistes sont un atout précieux dans ce combat.

Dans notre stratégie révolutionnaire, les milliers d'hommes et de femmes engagés au Parti communiste qui assument des responsabilités dans les institutions sont un atout majeur. Qu'ils y soient majoritaires ou non, ils sont des points d'appui précieux pour les luttes progressistes : ils en sont directement partie prenante, au plus près des habitantes et habitants, articulant réponses immédiates et perspectives de transformation profonde. Au-delà, face aux attaques du capital, aux politiques d'austérité et de concentration autoritaire des pouvoirs, ils tiennent une place singulière dans l'action, mêlant résistance et expérimentations, en lien privilégié avec le grand nombre des citoyennes et citoyens.

Ainsi, acteurs de rassemblements, à tous les échelons et dans toutes les configurations, les élu-e-s communistes sont une des conditions de progression de nos idées, de nos combats, du mouvement populaire de progrès.

Pleinement communistes, pleinement rassembleurs pour de nouvelles majorités politiques

Thèse n° 28 : Pour une mise en mouvement populaire permanente : initiative communiste et fronts d'unité populaire.

La construction de mouvements populaires, d'expérimentations sociales, de majorités politiques capables de réaliser concrètement l'avancée des aspirations émancipatrices de notre peuple est le cœur de notre stratégie. *L'émancipation des travailleurs est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* : cela dit clairement la transformation révolutionnaire démocratique que nous visons. Par ses propositions, sa capacité d'analyse et d'initiative, le Parti communiste se place au service de ce mouvement émancipateur. Il n'y a pas de formule politique intangible capable d'enfermer ce mouvement de création continu. Le combat communiste, la lutte de classes la plus large mise en mouvement populaire appellent des mobilisations politiques aux configurations évolutives et multiformes.

Ces constructions, majoritaires ou suffisamment amples pour entraîner le mouvement de la société, supposent d'impulser en même temps la politisation et l'intervention populaire la plus large possible et l'initiative communiste dans la société. Nous avons souvent du mal à déployer les deux, ce qui fragilise les rassemblements en construction ou en limitent la portée.

L'initiative communiste dans les luttes populaires doit être déployée avec plus d'audace et de constance, ce qui nécessite des changements dans l'animation de notre parti et dans les liens que nous entretenons à la société.

La politisation des mouvements populaires nécessite plus d'initiatives et d'engagement au service du débat populaire, plus d'espaces à créer pour lui permettre de se déployer, et de combattre la tendance à la délégation vers d'autres du débat politique ou à l'ignorance de ces enjeux.

Pleinement communistes et pleinement rassembleurs, c'est la ligne de conduite que nous devons nous atteler à mettre en œuvre. Les alliances politiques ou électorales sont pour nous un des moyens et non une fin au service de ces objectifs.

Notre stratégie est donc indissociablement initiative communiste pour des luttes populaires transformatrices et construction de fronts d'unité populaire pour porter ces luttes et les rendre victorieuses. C'est une création continue, qui ne saurait être intégralement planifiée à l'avance mais qui doit être mieux impulsée, évaluée et coordonnée en permanence.

Thèse n° 29 : Le Front de gauche a finalement échoué, non sans rencontrer des succès.

Lors de son Congrès de 2008, le PCF appelait à la constitution de « fronts les plus larges possibles visant des objectifs politiques précis », s'appuyant sur « une construction unitaire permanente avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées ». De cette impulsion initiale naît le Front de gauche.

Cette construction originale a motivé l'engagement de dizaines de milliers de personnes, l'espoir de millions d'autres, autour du programme « L'humain d'abord » diffusé à plus de 500 000 exemplaires.

Pour autant, dès le début du Front de gauche, nous avons été confronté·e·s à une difficulté : là où nous voulions construire de *larges fronts*, nous avons dû, au gré des échéances électorales et au nom de la préservation du rassemblement, nous contenter d'un front réduit à la dimension d'alliance de forces politiques aux stratégies de plus en plus divergentes. Nous avons manqué d'initiatives pour impulser une intervention populaire pérenne dans des fronts de lutte sectoriels portant des plateformes politiques de transformation sociale. Cela a renforcé à la

fois l'illusion d'un Front de gauche comme potentiel parti, auquel adhérer directement, et celle d'alliances conçues comme ne pouvant concerner que des forces en tous points d'accord avec nos propres objectifs.

De 2012 à 2015 nous n'avons pu ou su renforcer le Front de gauche, ni faire de la profonde aspiration à l'unité de ses sympathisant·e·s, une force de cohésion empêchant son éclatement et élargissant sa dynamique. Nous n'avons pas pu ou su trouver les moyens et les lieux pour trancher démocratiquement les débats politiques d'orientation.

Nous avons abordé les échéances de 2017 avec deux objectifs politiques assumés, à savoir :

- construire une authentique candidature présidentielle de progrès capable d'accéder au 2e tour et de l'emporter ;
- consolider nos deux groupes parlementaires.

Nous avons échoué à atteindre notre 1er objectif mais rempli le second. Pour autant, nous avons essuyé, en nombre de voix, un résultat national catastrophique lors du 1er tour des élections législatives.

N'avons-nous pas commis des erreurs d'appréciation sur la situation politique à gauche au début de l'année 2016 ? En particulier, n'avons-nous pas sous-estimé l'état de décomposition des principales forces de cet espace politique, leur rejet global par l'opinion qui englobait jusqu'aux « frondeurs » socialistes ?

La fondation de la France insoumise et la candidature unilatérale de Jean-Luc Mélenchon ont marqué l'acte de décès du Front de gauche. Si le programme porté par cette candidature reprenait une grande partie de « L'humain d'abord », il n'en reste pas moins qu'il en excluait des points essentiels. Cette campagne poursuivait un tout autre objectif stratégique et politique que celui du Front de gauche. Il s'agissait pour la direction de la FI d'utiliser la campagne présidentielle pour construire une nouvelle organisation visant à occuper tout l'espace politique de la gauche - et au-delà - en absorbant, en marginalisant ou en éradiquant toutes les autres forces afin de créer un espace hégémonique « populiste ».

Pour autant, la dynamique dont cette candidature a bénéficié doit beaucoup à l'espoir qu'a incarné le Front de gauche. Si nous n'avons pas pu ou su faire vivre à la hauteur nécessaire notre campagne autonome, entraînant l'effacement de la voix communiste lors de cette élection, nous ne sommes pas pour autant étrangers au résultat de cette candidature qui a semé des illusions mais aussi des graines très positives. Le grand nombre de celles et ceux qui ont voté pour ce candidat était - et demeure - authentiquement mû par une aspiration progressiste profonde. C'est pourquoi nous ne pouvons pas laisser ce potentiel être entraîné dans une aventure « populiste » sans avenir, étrangère aux repères de classes, peu sensible aux exigences de dépassement du capitalisme, encore très marquée de ce point de vue par ses origines sociales-démocrates. À nous de créer les conditions, les cadres et les espaces politiques pour travailler avec toutes celles et tous ceux qui ont eu le Front de gauche au cœur, avec toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon en 2017.

L'échec du Front de gauche s'inscrit lui-même dans une série d'échecs de nos expériences de rassemblement depuis la fin du Programme commun : union à la base, nouveau rassemblement populaire et majoritaire, pacte unitaire de progrès, gauche plurielle, comités antilibéraux. À partir du mouvement de la société française et d'une analyse des échecs rencontrés depuis mars 1978, nous devons construire une nouvelle offre stratégique qui soit un véritable changement de paradigme. Cette stratégie nouvelle ne consiste pas à refaire mieux ce qui a échoué, mais à faire différemment : il s'agit de soutenir et d'impulser en permanence dans la société des mouvements de luttes à visée transformatrice. C'est une démarche stratégique qui doit s'articuler autour des mouvements contradictoires de la société, et guider notre stratégie électorale de conquête du pouvoir. L'élection présidentielle pose un problème spécifique lourd au PCF depuis 1965. Ce problème croît à mesure que la présidentialisation de la vie politique progresse.

Il nous faut, à la fois, travailler à préparer dès maintenant les échéances de 2022 et mettre en échec les logiques de délégation de pouvoir à un homme providentiel qui vont à l'encontre de toute notre démarche politique.

EN DÉBAT : Bilan

Au-delà de ce qui est écrit dans la thèse sur le bilan du Front de gauche et des échéances électorales de 2017, des camarades portent des approches différentes de notre bilan.

Une idée est qu'il faut réaliser un bilan de plus longue portée sur le PCF et les partis communistes dans le monde depuis la chute du mur de Berlin. Certain-e-s pensent que nos choix stratégiques désignés par le terme d'« expérience » de rassemblement n'ont en fait jamais été révisés depuis le 30^e congrès du PCF à Martigues et que l'abandon du socialisme au profit d'une visée communiste nous prive des moyens de répondre aux questions que se posent des millions de gens.

L'idée est avancée que l'échec du Front de gauche tient à un rôle effacé du Parti et à une priorité donnée aux enjeux électoraux et à la recherche d'alliances, par rapport aux luttes et à la promotion des idées communistes. Pour d'autres camarades, cela tient dans le fait d'avoir voulu constituer plusieurs fronts et non de consolider un front unique, notamment par le biais d'adhésions directes au Front de gauche.

Concernant les échéances électorales de 2017, le bilan du choix de candidature et le processus de décision font débat.

Des camarades pensent que le fait de ne pas avoir poursuivi jusqu'au bout notre volonté de rassemblement des candidats de gauche en réduisant le vote des communistes à l'alternative entre un candidat communiste et Jean-Luc Mélenchon est un problème.

Pour d'autres, la décision de ne pas présenter de candidat à la présidentielle de 2017 et de soutenir le candidat de la France insoumise, les conditions dans lesquelles cette décision a été prise, et surtout sur ses conséquences, ont contribué à la promotion du candidat de la France insoumise comme principal opposant. Une autre idée est que l'absence de nos propositions dans le débat présidentiel a grandement contribué à notre effacement et à notre échec aux élections législatives. Des camarades pensent que cette désignation s'est faite sans la moindre condition politique et que la gestion des parrainages n'a pas permis de peser pour un accord législatif positif pour le PCF.

Des camarades estiment que l'échec de 2017 tient au fait que la direction de notre parti cherchait un impossible rassemblement de toute la gauche alors que la direction de la FI voulait une rupture claire avec un PS rejeté par les milieux populaires. L'impasse est venue de l'impossibilité d'apporter une solution à ce différend, conduisant à la rupture. Cela tient à une longue succession d'erreurs d'appréciation du PCF de la situation politique, notamment sur ce qu'est devenu le PS, ses électeurs, ainsi que sur les « frondeurs ».

Une autre idée est qu'une fois le choix fait de soutenir Jean-Luc Mélenchon, cette décision n'a pas été réellement mise en œuvre. Pour certain-e-s camarades, une

campagne communiste autonome de celle du candidat de la France insoumise n'était pas possible.

Un débat existe aussi sur la caractérisation du programme de la FI en 2017, « L'avenir en commun ». Pour certains camarades, il reprenait l'essentiel du programme « L'humain d'abord ». Pour d'autres, en étaient supprimées des propositions communistes clés.

Enfin, des camarades estiment que lors des échéances de 2017 nous avons esquivé la question essentielle du désengagement croissant des citoyen-ne-s du processus électoral et que cela ne peut que conduire ceux-ci à ne pas se reconnaître dans notre parti.

Thèse n° 30 : Les forces politiques du capital se recomposent, en force, autour de trois pôles aux porosités marquées.

Les conditions dans lesquelles nous affrontons la période politique ont été bouleversées par les échéances de 2017. Pour autant, la recomposition des forces en présence est encore en cours ; elle n'est pas stabilisée.

Nous avons affaire à un projet global et articulé, radicalement pensé, du capital financier pour inscrire la France dans le nouveau désordre planétaire et les concurrences qu'il génère. Pas simplement à une aggravation des attaques de la classe dominante contre les conquêtes du monde du travail et de la démocratie. L'instrument privilégié de ce projet est un césarisme qui profite de la désintégration de l'ordre politique ancien, de la crise de la politique et de la démocratie représentative, de l'affaiblissement du mouvement ouvrier, de la dislocation de la gauche, de l'inexistence d'une alternative progressiste massivement crédible, de l'estompage des repères à partir desquels se sont noués pendant plusieurs décennies les affrontements politiques et sociaux. Ce projet est d'une portée tout aussi considérable que celui qu'avait, dans un contexte tout à fait différent, porté le gaullisme à la fin des années 1950. Sa visée est, non seulement, de liquider ce qu'il demeure de l'héritage du CNR, mais encore de transformer qualitativement les structures de l'économie du pays, de changer profondément les équilibres institutionnels en asphyxiant les dernières formes de contre-pouvoir ayant subsisté sous la Ve République, d'étrangler le « modèle républicain » français pour lui substituer, dans l'organisation de la vie collective, une logique, inspirée des classes dominantes états-uniennes, le tout adossé à une cohérence idéologique se présentant comme une réponse aux défis de ce début de siècle.

Cela donne une force considérable à LREM dans son entreprise de recomposition au service du regroupement de toutes les forces libérales.

Cette opération politique libère, à droite, un espace de convergences pour les forces de droite radicalisées autour de Laurent Wauquiez et de l'extrême-droite. Si le premier de ces pôles est traversé de crises et mis en difficulté par l'opération LREM, il n'en demeure pas moins particulièrement implanté ; malgré le désastre de la candidature Fillon, son écho continue de porter loin. Le second de ces pôles connaît également une reconfiguration et une réorientation, symbolisée par l'éviction de Florian Philippot et le renforcement d'un discours libéral qui s'encombre moins de masques. Malgré le salutaire et cinglant échec infligé à Marine Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle, l'enracinement de l'extrême droite reste à un niveau historique et rien n'indique un reflux jusqu'ici.

Cette montée des périls ne s'arrêtera pas d'elle-même ; c'est une puissante alternative de progrès, porteuse d'un fort projet de classe qui, seule, peut lui faire efficacement face, dans la durée.

Thèse n° 31 : Les forces de progrès se recomposent dans la difficulté et l'éclatement.

L'effondrement du PS, marque du discrédit du projet social-démocrate, bouleverse la situation à gauche. Le quinquennat Hollande a abîmé comme jamais l'idée de gauche. De fait, l'identification positive à la référence « gauche » a considérablement faibli, mais celle-ci n'a pas disparu et notre peuple n'a rien de bon à attendre de sa disparition, d'autant que la vérité qui se fait jour sur le projet Macron le révèle au plus grand nombre comme un authentique projet de droite.

La géographie de la gauche s'en trouve d'autant plus chamboulée que la principale d'entre elles, la FI, refuse de s'en réclamer, usant de références multiples et variables dont celles du « populisme » et du « démagisme ». Pour autant, les forces sociales qui la soutiennent sont majoritairement issues du mouvement de la gauche antilibérale qui s'est amplifié à partir de 2005, et que nous avons contribué à développer. D'autres forces, dans le giron de la social-démocratie, comme le mouvement Génération.s de Benoît Hamon apparaissent.

Aujourd'hui, les repères politiques de celles et ceux que nous ambitionnons de rassembler sont éclatés et mouvants. La gauche sociale et politique est durablement diverse, comme le montre l'appel du 26 mai. Son rassemblement est nécessaire mais n'y suffira pas. Notre travail de rassemblement se reconstruira d'abord autour de contenus forts répondant aux exigences populaires.

Cette reconfiguration politique n'est pas figée ; elle appelle de notre part ambition et audace.

Thèse n° 32 : Vers un nouveau front social et politique.

Notre stratégie est faite de débats idéologiques, de luttes permanentes, de fronts partiels pour faire reculer le pouvoir LREM et le patronat qui le soutient, pour stopper son offensive de remodelage, pour ouvrir des brèches et construire des avancées concrètes à l'opposé des logiques capitalistes. Nous menons ces luttes à toutes les échelles, locales, régionales, nationale, européenne et mondiale.

Ces mouvements doivent préparer un changement de majorité politique dans le pays. Si les conditions n'en sont pas aujourd'hui réunies, le besoin d'une majorité alternative au pouvoir de Macron est d'ores et déjà posé. Nous avancerons sur le chemin de cette nécessaire reconstruction politique dans les luttes populaires en cours et à venir en faisant grandir l'exigence de transformation des pouvoirs politiques et de leurs orientations.

Quelle perspective pouvons-nous nationalement proposer qui ne renouvelle pas les échecs du passé récent ? Nous savons que les forces sociales et politiques dont la mise en mouvement est nécessaire sont diverses et traversées de débats. Les mobilisations du printemps contre la politique Macron l'ont confirmé.

Nous proposons aux forces disponibles d'expérimenter un nouveau cadre politique, pour continuer de faire avancer cette construction sans nier les débats : la création d'un forum national politique qui pourrait poursuivre le débat politique entre les forces disponibles, animer des campagnes communes, élaborer des constructions programmatiques ou électorales, sans rendre la participation de toutes les forces s'y associant chaque fois obligatoire. Tout en favorisant l'unité d'action politique, il laisserait à chaque force sa pleine et entière liberté d'initiative.

EN DÉBAT : Stratégie

Le débat sur le nécessaire renouvellement stratégique de notre parti et les « nouvelles initiatives stratégiques » qui en découlent font partie des questions les plus discutées par les communistes.

Les leçons qu'il convient de tirer du bilan du Front de gauche, de son échec final, de notre score historiquement bas aux législatives, de la difficulté et de l'éclatement dans lequel se trouvent les forces de gauche sont ardemment débattues.

Au-delà des idées exprimées dans les thèses de la base commune, plusieurs idées sont avancées : les premières portent sur la relance de l'initiative communiste. Pour les uns, le texte fait insuffisamment place à la relance de l'initiative communiste et du projet communiste en lien avec les luttes, alors même que le rassemblement sur des contenus doit être au cœur de toute reconstruction.

Aussi, notre priorité stratégique doit être de réarmer idéologiquement le mouvement populaire et de le construire politiquement, secteur par secteur, par la constitution de fronts de lutte et de plateformes qui unissent sur des objectifs précis. Cela implique une autonomie de la force communiste pour réhabiliter les enjeux de classe jusqu'à ce qu'ils dominent les enjeux identitaires et deviennent la matrice de la recomposition de la gauche.

Une autre idée estime au contraire que c'est l'insuffisante analyse des mouvements de transformation émergents dans la société, producteurs de modernité, qui place le PCF en marge.

Pour initier de nouvelles luttes offensives, la base commune avance 5 transformations révolutionnaires constitutives de notre projet communiste. Sont-elles à la hauteur, pertinentes et, surtout, déclinées en termes opérationnels ? Des camarades pensent que non et souhaitent que le débat soit poussé.

La seconde idée débattue porte sur la proposition de « forum politique national » : elle est jugée par certain-e-s prématurée et inadaptée.

Prématurée parce que les conditions pour qu'y prévalent des contenus transformateurs ne sont pas réunies tant que nous ne reprendrons pas l'offensive sur ces contenus. Inadaptée parce qu'elle ressemble à ce que nous avons déjà fait et que ce forum risque de reproduire les échecs antérieurs.

L'avenir de la gauche fait aussi débat.

Nous donnions au Front de gauche l'objectif de supplanter au sein de la gauche les forces sociales-libérales. Mais aujourd'hui, c'est la dislocation, voire la disparition de la gauche qui est en jeu. Au moment où le projet Macron se révèle profondément de droite, mettons-nous l'objectif de sa reconstruction au centre de la stratégie et comment ?

À ce propos, l'idée est avancée que nous devons prendre différemment en compte la nouvelle géographie de la gauche et l'émergence de la FI, qui marquerait l'arrivée en tête de la gauche d'un projet de portée anticapitaliste. La FI se trouve ainsi placée face au défi du rassemblement de la gauche sauf à occasionner une désespérance supplémentaire. Nous avons une responsabilité particulière, notamment dans les échéances locales à venir en raison de notre implantation, pour poser la question de ce rassemblement, mener la bataille de la reconquête pour une gauche aujourd'hui très affaiblie.

En somme, des thèses de la base commune et des idées avancées ressort l'idée que nous devons poursuivre jusqu'au congrès le débat de notre renouvellement stratégique. Nous sommes loin d'être au bout de ce débat.

Thèse n° 33 : Nous avons vocation à être présent-e-s à toutes les élections.

Avec la perspective de nourrir cette mise en mouvement consciente du plus grand nombre pour des objectifs de conquête, nous avons vocation à être présent-e-s à toutes les élections, y compris à l'élection présidentielle.

L'analyse concrète des différentes situations concrètes doit nous amener à déterminer les modalités précises de cette présence. Pour autant, dans le calendrier hyperprésidentialisé de la Ve République, nous devons préparer dès à présent l'ensemble de la période quinquennale et démontrer la pertinence de notre présence à toutes les échéances.

Les deux prochaines échéances qui nous attendent, élections européennes en mai 2019 et municipales en 2020, doivent être préparées dès maintenant à partir de leurs caractéristiques propres et des objectifs qu'elles peuvent permettre de faire avancer.

Les élections européennes auront lieu en mai prochain. Nous sommes en campagne avec un contenu de classe – portant les intérêts populaires contre ceux de la finance – et internationaliste – mettant en valeur le besoin d'une France libre de dire non et à l'offensive pour construire sans attendre des coopérations de développement commun à géométrie choisie. Cette orientation est la réponse progressiste à la fausse alternative entre « intégrationnisme » néolibéral de Macron et nationalisme tout aussi néolibéral du FN, les deux revers de la médaille capitaliste. Dans le contexte d'un rejet populaire puissant des politiques de l'Union européenne, de crise des partis du consensus libéral au profit d'une droite encore plus réactionnaire ou de mouvements comme LREM, et de percées critiques des extrêmes droites, l'alternative réside dans notre capacité à créer un rapport de forces aux élections en faveur d'exigences sociales fortes. Jeunes comme retraité-e-s, salarié-e-s comme indépendant-e-s, militant-e-s de la paix comme écologistes, féministes comme antiracistes, toutes et tous confrontés dans leurs combats aux traités et politiques de l'UE, doivent trouver dans les européennes de 2019 une occasion de porter leurs idées eux-mêmes aux côtés de candidats communistes incorruptibles face aux pouvoirs de l'argent, combatifs et déterminés à placer toujours l'humain et la planète au cœur de leurs actions. C'est ainsi qu'est construite notre liste, qui reste ouverte à de nouvelles jonctions avec le mouvement social et les partis de la gauche de transformation sociale et écologique. Nous travaillons à faire élire des député-e-s européen-ne-s communistes et issus de ces luttes de progrès dans la perspective d'un groupe de gauche confédéral, large et rassemblé au parlement européen.

Pour les élections municipales, des rassemblements très larges sont possibles sur la base de projets promouvant la commune, les services publics, la démocratie locale, élaborés au plus près des citoyennes et citoyens. Dans ce cadre, il nous faudra travailler à une cohérence métropolitaine de notre stratégie. Bien avant la constitution de listes, c'est autour de projets locaux et d'une bataille nationale contre les plans de liquidation et l'asphyxie financière du pouvoir communal que nous voulons engager sans attendre le combat.

Le Parti communiste entre dans un nouveau siècle

Thèse n° 34 : Révolutionner le PCF pour révolutionner le monde.

Pour porter le combat communiste dans un monde qui change vite, et mettre en œuvre cette nouvelle stratégie, le Parti communiste français doit se révolutionner. Il doit réinventer son projet, sa démarche, ses pratiques, son organisation. Nous savons que cela ne se décrète pas. Nous avons de nombreux atouts mais beaucoup est à changer également. Ni table rase, ni simple continuation, mais évolution révolutionnaire : voilà ce qui guide nos transformations. Ce n'est pas la première fois que nous en parlons : nous avons engagé ces transformations en 2008, en décidant de demeurer le Parti communiste. Notre parti a changé, il s'est rajeuni, renouvelé, il reste une force essentielle, mais il s'est aussi affaibli. Au dernier congrès, conscient-e-s que nos transformations étaient insuffisantes, nous avons adopté un relevé de décisions. Il était ambitieux ; l'évaluation de sa mise en œuvre est à engager dans toutes les organisations du PCF mais nous pouvons déjà estimer que nous avons peiné, collectivement, à le mettre en œuvre. Cette fois, il faut sauter le pas.

Thèse n°35 : Un parti démocratique pour l'engagement du plus grand nombre.

Pour faire échec aux ambitions du capital et promouvoir une alternative révolutionnaire, une ample mise en mouvement consciente est nécessaire. Celle-ci, pour prendre toute sa mesure et atteindre une dimension de masse, appelle une organisation démocratique rassemblant largement et coordonnant intelligences, expériences et énergies dans la durée.

C'est pour cette raison que nous travaillons à faire du Parti communiste l'organisation de la politisation populaire, de l'appropriation par le plus grand nombre des clés d'intelligibilité du monde, des intérêts qui s'y affrontent et des voies de sa transformation. Il s'agit ainsi de contribuer à ce que travailleurs et travailleuses construisent eux-mêmes les chemins de leur émancipation, dans la maîtrise des enjeux et dans l'action.

Cette orientation fondamentalement démocratique est inséparable de notre conception de la mise en mouvement populaire et du rôle du PCF dans celle-ci.

Dans cet esprit, nous travaillons à faire du Parti communiste un parti de masse, ancré dans de larges couches de la société, en prise avec les souffrances, les oppressions, les discriminations, tout comme avec les colères, les espoirs et les luttes qui s'y déploient.

Pour atteindre cet objectif, nous visons à faire du collectif militant conscient et actif une force qui peut s'appuyer sur la réflexion et l'expérience de tou-te-s et de chacun-e. Parce que nous cherchons à avoir une analyse et une action pertinentes, nous devons mobiliser l'apport de chaque communiste. Nous pensons la voie de notre efficacité en visant un Parti communiste comme intellectuel collectif, ouvert sur la société. Cela implique de stimuler le débat, la production et la circulation d'idées et d'initiatives, d'amplifier leur coordination et leur mise en commun.

Thèse n° 36 : Un parti pour ne plus se laisser dominer, exploiter, aliéner.

Nous sommes le parti de celles et ceux qui produisent les richesses, face à ceux qui accumulent les dividendes. Quel que soit leur statut, elles et ils trouvent au Parti communiste l'organisation de lutte des classes. Le Parti communiste, sans exclusive, cultive sa singularité dans le paysage politique en étant une force à la disposition des milieux populaires.

Nous sommes le parti de celles et ceux que les dominations patriarcales et racistes briment et tentent d'abaisser. Au Parti communiste, elles et ils relèvent la tête et se battent pour la justice et la dignité.

Nous sommes le parti de celles et ceux qui ne s'en laissent pas conter sur le « capitalisme vert » et savent qu'il faut engager dès maintenant cette révolution écologique. Au Parti communiste, elles et ils s'organisent pour ce combat écologique.

Nous sommes le parti de celles et ceux qui ont l'internationalisme au cœur. Au Parti communiste, elles et ils militent pour la paix, la liberté et l'égalité des peuples.

Thèse n° 37 : Un parti pour la jeunesse qui veut s'engager, penser et construire un nouveau monde.

En respectant son indépendance d'organisation, nous soutenons, partout, le rayonnement du Mouvement jeunes communistes de France. Celui-ci s'est considérablement renforcé ces dernières années ; il est un point d'appui important pour la jeunesse dans toutes ses mobilisations. Les communistes soutiennent cette dynamique en favorisant le développement d'espaces d'accueil, de soutien logistique et d'échanges politiques avec le MJCF.

Levier de transformation de la société, les jeunes peuvent trouver au PCF une structure de lutte pour gagner leur avenir. Le PCF crée les conditions de leur accueil, en prenant en compte leurs aspirations et modes d'engagement spécifiques, en leur offrant aussi bien des possibilités de formation qu'un répertoire d'actions adapté.

Thèse n° 38 : Pour un parti féministe.

Les freins à la mise en place du livret ressource pour amplifier la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et du dispositif associé, mais au-delà le manque d'ambition pour la mise en responsabilité et la participation des femmes dans le Parti doivent être dépassés. Nous devons tirer toutes les conséquences du fait que le mouvement féministe, en plein essor mondialement, est un des plus puissants leviers d'émancipation. Il est temps de sortir des déclarations « il manque des femmes », « les femmes ne veulent pas être candidates » et dépasser le constat qu'aujourd'hui 45 % des adhérents sont des adhérentes, mais que 80 % des secrétaires fédéraux sont des hommes. L'égalité femmes/hommes doit être un axe de travail dans le pôle Vie du Parti. Créons des binômes paritaires, des coprésidences, des commissions locales féministes. Engageons un autre mode de répartition des tâches politiques plus participatif, plus partagé, y compris dans le temps, qui favoriserait les femmes.

Thèse n° 39 : Pour un parti de masse et de proximité.

Si un de nos objectifs est d'investir les luttes existantes pour en pousser le potentiel de transformation révolutionnaire, notre structuration comme notre nombre sont essentiels. Ainsi, le nombre d'adhésions que nous réalisons, le nombre de personnes à qui nous proposons l'adhésion et, de fait, le nombre de camarades mobilisé·e·s pour la proposer sont des éléments cruciaux dans notre volonté de conquête sociale et politique. Aussi, le renforcement du PCF ne se pose pas, d'abord, comme une question interne mais bien comme un élément indispensable au développement d'un large mouvement pouvant rendre possible l'alternative dont la France a besoin. Dans ce sens, nous lançons une grande campagne d'adhésions « Cent ans d'avenir » : un appel national aux hommes et femmes de progrès. Faisons cause commune : c'est ce que peuvent décider des dizaines de milliers de personnes dans les deux ans à venir. Tous ensemble et dans toute la France, en 2020, nous fêterons le centenaire de notre parti et l'ouverture d'un nouveau siècle de combat communiste. Nous préparons dès à présent cette grande année de fêtes populaires. C'est un plan de travail qu'il faut élaborer dans toutes les structures du PCF, en démocratisant la question de l'adhésion, en développant des outils en ce sens, en fixant des objectifs et en faisant suivi, évaluation et points d'étape. Un temps national doit être consacré à cette question recensant notamment les expériences locales positives grâce auxquelles les militant·e·s communistes, par leur présence régulière contribuent déjà grandement au renforcement de notre organisation. En s'appuyant sur des luttes locales donnant à mobiliser sur des objectifs précis, les communistes gagnent en crédibilité, en audience et en contacts. Ceux-ci

devraient faire l'objet d'un suivi régulier sur le long terme dans notre objectif de renforcement.

Pour autant, notre nombre ne prend toute sa force que dans notre capacité à nous organiser, dans la proximité, dans l'ensemble du territoire. Nous devons donc travailler à des objectifs de déploiement du PCF. La question de la proximité est essentielle pour tisser contact humain et rapport de confiance dans la durée. C'est un atout décisif pour être pleinement dans les luttes, rayonner dans la société, peser sur les rapports de forces et, au-delà de nous-mêmes, mettre en mouvement largement. Pour cela, l'organisation de proximité des communistes doit viser partout où cela est possible l'échelle humaine : le quartier, la commune, le canton rural ou le lieu de travail. Cette proximité est également un élément indispensable pour permettre à chaque communiste de trouver sa place dans le PCF, au-delà du livret d'accueil des nouveaux adhérent·e·s que nous mettons en place.

Thèse n° 40 : Un parti pour faire toute sa place à la politique dans les lieux de travail.

Si de nouvelles formes d'exploitation apparaissent (« ubérisation », « auto-entrepreneuriat »...), l'entreprise demeure le cadre essentiel de l'opposition capital-travail. Des millions de salarié·e·s y sont confronté·e·s aux bas salaires, à la précarisation, la mise en concurrence, l'exploitation. C'est aussi le lieu où, par l'activité syndicale, se construit la solidarité revendicative, où prend corps la force du mouvement social. Pour autant, les difficultés de l'organisation à l'entreprise, au plan syndical comme au plan politique s'aiguisent.

À l'heure où la question du sens et du pouvoir dans l'entreprise est posée, à l'heure où l'appropriation de celle-ci par celles et ceux qui y travaillent s'invite à l'ordre du jour de l'humanité, il nous faut retravailler la question de l'intervention communiste à l'entreprise, dans un registre spécifique qui ne saurait se confondre avec l'activité syndicale. Les difficultés sont grandes mais nous devons être sensibles aux dynamiques positives enregistrées notamment parmi les cheminot·e·s dans le cadre de leur grande mobilisation : des cellules se sont créées, renforcées, redynamisées. Nous relançons, avec volontarisme, un secteur national dédié à l'activité dans les lieux de travail avec, comme premier objectif, de travailler à la mise en lien et au recensement des camarades des mêmes branches d'activité, avec la volonté de mettre en place un·e référent·e pour chacune de ces branches. Comme prévu dans le relevé de décisions, nous consacrerons un Conseil national à cette question.

Thèse n° 41 : un parti de la formation pour changer le monde.

Notre politique de formation doit nous permettre de remplir trois objectifs. Primo, élargir le nombre d'individus en maîtrise de concepts, de gestes, d'outils pour donner pleine mesure au libre rayonnement de chaque adhérent·e dans la société. Deuxio, permettre de faire vraiment de notre nombre une force active, un intellectuel collectif, par un haut niveau de culture commune partagée. Tertio, prendre hardiment le chemin d'un Parti communiste aux couleurs de toute la société, en se dotant de directions, à tous niveaux, n'étant pas le reflet passif des inégalités de tous ordres.

Dans ce sens, la formation devient une priorité d'organisation appelant une active formation de formateurs afin de démultiplier nos forces en la matière, la mise au point et en circulation de livrets et vidéos. Outre les stages de base et les stages à destination des cadres nationaux que nous souhaitons renforcer, nous développons, à échelle régionale, une nouvelle catégorie de stages à destination de tous nos cadres locaux et départementaux, dans l'esprit de ce qui est expérimenté actuellement. Nous développons à tous les niveaux de notre organisation des formations sur les violences sexistes et sexuelles pour lesquelles nous affirmons une tolérance zéro.

Les enjeux de formation sont de grande importance pour le PCF comme pour notre objectif stratégique de mise en mouvement populaire.

Thèse n° 42 : Un parti de solidarités concrètes.

Parce que le combat politique ne se résume pas, pour nous, au maniement de grands mots et de petites phrases, nous avons multiplié les initiatives de solidarité concrète dans la dernière période : ventes de fruits et légumes, marchés solidaires, aide aux devoirs, voyages à la mer... Ces initiatives, par-delà l'aide effective qu'elles apportent, peuvent constituer des portes d'entrée pour l'engagement politique et donner de la force et de l'incarnation à nos batailles. Elles s'inscrivent dans notre bataille de politisation et de mise en mouvement populaires. C'est cet aspect que nous devons renforcer en faisant mieux encore de ces moments, avec esprit de suite, des portes d'entrée pour les grandes questions politiques.

Thèse n° 43 : Des campagnes identifiantes, identifiées et évaluées.

La démultiplication des campagnes nationales, fédérales, locales à laquelle viennent s'ajouter les exigences de l'actualité, ne permet pas toujours la claire identification de notre message par celles et ceux à qui nous nous adressons. En outre, une impression d'inconstance ou d'inachevé se répand pour les communistes qui mènent ces campagnes.

Concevoir une approche nouvelle de nos campagnes, alliant réactivité et esprit de suite, tout en restant au plus près des préoccupations locales concrètes, est essentiel. Travaillons à partir des idées forces de notre projet, telles que nous les exposons dans les premières parties de ce texte. Elles peuvent constituer des fils rouges, que nous veillons à décliner dans la diversité de nos campagnes ou de nos initiatives liées à l'actualité.

Ces objectifs font l'objet d'évaluation collective et de points d'étape.

Thèse n° 44 : Des réseaux nationaux d'initiative pour changer concrètement le monde.

Les adhérentes et adhérents du PCF ont vocation à être organisés au sein de cellules, sections et fédérations. Sans qu'il s'agisse de créer une organisation nouvelle, nous développons des réseaux d'initiative thématiques pour coordonner plus efficacement les richesses militantes de notre parti et accroître son rayonnement effectif. Ces réseaux nationaux sont en effet ouverts à toutes les femmes et tous les hommes de progrès, offrant à ceux-ci la possibilité d'une expérience militante avec les communistes sans exiger un engagement global. Ils visent en outre à mieux faire circuler l'information pertinente pour un thème donné, en lien avec un secteur de travail (ou plusieurs), ou encore à organiser une campagne particulière. Il s'agit de libérer la prise d'initiatives des communistes, de les mettre en lien avec des personnes ressources sur un sujet, tout en nourrissant concrètement une mise en mouvement populaire large.

Pérennes ou ponctuels, ces réseaux doivent permettre d'élargir le nombre de personnes avec lesquelles nous avons un lien, d'approfondir le lien avec des contacts et aussi de démultiplier le nombre d'hommes et de femmes – communistes ou non – mis en mouvement.

La nouvelle plateforme numérique du PCF facilite cette mise en réseau.

Thèse n° 45 : Une plateforme pour mettre en réseau toutes les énergies communistes.

La révolution numérique a bouleversé la manière de faire de la politique, les relations sociales, les représentations et la construction des opinions. Elle a créé de nouveaux processus et lieux de politisation. Il nous faut nous en saisir pleinement. Il s'agit de se doter de nouveaux outils politiques. Nous mettons en œuvre une stratégie numérique globale afin d'acquérir une force de frappe sur la place publique numérique en maîtrisant l'articulation de celle-ci avec la place publique du monde physique, afin d'aider à la mise en mouvement, dans un cadre coordonné, nos adhérent-e-s et nos sympathisant-e-s.

Avec cet objectif nous lançons la plateforme numérique du PCF fin octobre 2018.

Celle-ci sera également un lieu-ressource pour les sympathisant-e-s, adhérent-e-s et respon-

sables de notre parti, en permettant à chacune et chacun d'ouvrir un compte « Mon PCF ». Dans cet espace, sont regroupées des informations utiles – différentes selon qu'on soit sympathisant-e ou adhérent-e – avec, pour les communistes, un lien permettant d'enrichir nos propositions et, pour toutes et tous, un espace personnel où on pourra préciser centres d'intérêt et aspirations militantes, pour gagner en efficacité d'action et favoriser la mise en mouvement efficace.

Ces espaces constituent également des centres de ressources personnalisés pour suivre les initiatives proches de son domicile.

Il s'agit avec la plateforme de se donner les moyens de faire passer une personne d'un engagement dans une campagne numérique (pétition, abonnement à une lettre électronique...) à une action politique pérenne aux côtés du PCF ou en son sein. L'ouverture de la plateforme s'accompagnera de la mise en œuvre d'un plan massif de formation à l'usage politique des outils numériques dans notre parti.

Thèse n° 46 : Une stratégie de communication pour un nouvel écho au PCF.

La communication actuelle de notre organisation doit connaître un saut qualitatif pour s'affranchir de notre triple déficit : problème d'image, manque de permanence et atomisation profonde. L'objectif est de donner à voir la modernité du PCF et du combat communiste. Il nous faut améliorer notre réactivité à l'actualité en développant notamment notre porte-parolat et mener des campagnes de communication dans la durée, à l'appui de nos campagnes politiques. L'enjeu est double : produire des contenus idéologiques de qualité en lien avec le renouveau de la pensée marxiste et travailler à leur diffusion massive, notamment grâce à l'outil vidéo ; parallèlement, développer une communication plus large qui s'adresse à la fois à celles et ceux qui nous écoutent, tout en visant à élargir notre discours aux « communistes qui s'ignorent ». Les idées de bonheur et d'émancipation, la crédibilité du PCF à accéder au pouvoir et la refonte de notre signature « L'humain d'abord » sont au cœur de cette nouvelle stratégie de communication. Les éléments innovants du combat communiste et de notre stratégie doivent être appuyés par une communication redéfinie, notamment en direction des salarié-e-s et des femmes, et avec une priorité donnée à la jeunesse, celle-là même qui dans les enquêtes se déclare la plus ouverte à la question du communisme. Les modalités d'incarnation du PCF donnent à voir l'objectif de rajeunissement de l'image de notre parti. Pour unifier notre communication, nous créons une plateforme de maquettage en ligne, une charte graphique, une nouvelle symbolique, voire un nouveau logo. À l'issue de notre congrès un grand plan de formation en communication sera lancé en s'appuyant sur des référents régionaux.

Thèse n° 47 : Un parti de la bataille idéologique et de l'éducation populaire.

Des centaines de milliers de personnes cherchent à mieux comprendre le monde dans lequel ils évoluent, à identifier des clés d'intelligibilité. C'est une aspiration large ; c'est un enjeu politique majeur.

Dans ce sens, le PCF initie une Université permanente, intégrant les potentialités numériques de diffusion. Autour de quatre thèmes déployés dans l'année, celle-ci propose, chaque semaine, une conférence. Cette initiative n'est pas à destination des seuls communistes ; nous la faisons connaître largement autour de nous, notamment, parmi la jeunesse, toutes celles et tous ceux qui cherchent.

Il s'agit d'ancrer fortement et visiblement le PCF dans une démarche d'éducation populaire, avec des retours incessants entre pratique et théorie dans une démarche de recherche-action. Dans ce sens, des déclinaisons régionales peuvent être envisagées.

Ces universités participent à la bataille idéologique, comme l'université d'été, nos productions, revues (*Cause commune*, revue d'action politique du PCF mais aussi *Progressistes* et *Économie et Politique*) et les précieux journaux progressistes de notre pays – à commencer par *l'Humanité* et *l'Humanité Dimanche* dont la diffusion militante est un enjeu majeur.

Thèse n° 48 : Pour des directions plus efficaces et plus démocratiques.

Pour être de mieux en mieux le parti de l'action populaire, animée par une activité militante de proximité dans tout le territoire, nous avons besoin d'une conception renouvelée des directions plus efficaces dans l'impulsion de l'initiative communiste.

D'ores et déjà notre parti permet à des milliers de femmes et d'hommes, notamment issus des milieux populaires, de prendre des responsabilités militantes et électives et d'être des leviers pour un large engagement dans notre pays. C'est un enjeu important que d'avancer plus loin dans ce sens, en particulier en permettant à des jeunes d'accéder à des responsabilités.

Les attentes des communistes envers leurs directions sont fortes : l'aptitude à impulser des initiatives nationales et locales qui contribuent au rayonnement des idées communistes, à conduire des batailles dans la durée et les évaluer, à générer un travail collectif, à fournir tous les éléments leur permettant de décider souverainement. Concernant notre parole nationale, en particulier, les communistes demandent plus de clarté, de visibilité, de cohérence dans les choix effectués et plus d'efficacité et de combativité.

Tout ceci nous oblige à repenser nos directions, à réfléchir à nos fonctionnements, aux outils dont nous nous dotons, aux coopérations nouvelles que nous initiions et aux liens entre la direction nationale et les fédérations départementales grâce à des coordinations régionales.

Nous avons besoin de directions davantage en prise avec les réalités de la société, représentatives de la diversité du salariat, de la ruralité et des grandes agglomérations, associant des camarades engagé·e·s dans le mouvement social, des élu·e·s, des animateurs·trices du Parti. Pour cela le fonctionnement des directions doit évoluer pour tenir compte de la vie réelle de leurs membres, de leur temps disponible, afin de permettre la participation et l'engagement de toutes et tous.

Ainsi des moyens décuplés doivent être déployés pour créer les conditions de l'accès des femmes aux responsabilités, conformément à nos statuts qui prévoient la parité dans toutes les instances de direction.

Le travail du congrès doit adopter une démarche totalement nouvelle. La commission des candidatures aura pour première mission d'animer le débat dans tout le Parti sur la conception nouvelle de nos directions, notamment du dispositif national de direction nécessaire. Concernant la direction nationale, elle travaillera à la réduction du nombre de ses membres, pour améliorer son mode de fonctionnement et de prise de décisions qui clarifiera les rôles respectifs du Conseil national, du Comité exécutif national et du ou de la secrétaire national·e. Nos statuts devront être rediscutés et modifiés après un bilan partagé à l'occasion du 39^e congrès.

EN DÉBAT : Directions

La situation nous appelle à revisiter, sans aucun a priori, l'ensemble de nos fonctionnements. Nous ressentons la nécessité de modifier la conception de nos directions pour mettre en œuvre nos choix politiques, stratégiques et faire vivre le débat démocratique au sein de notre organisation.

Des insatisfactions s'expriment quant au rôle et au fonctionnement de la direction nationale notamment.

Il est donc nécessaire de clarifier les rôles respectifs du Conseil national et du Comité exécutif national et de réfléchir :

- à la façon d'améliorer le fonctionnement démocratique du Conseil national pour en faire plus et mieux l'instance d'élaboration des positions et des initiatives nationales ;

- à la mission du CEN ;
- au rôle qui revient au ou à la secrétaire national·e.

Des camarades avancent l'idée que, pour parvenir à modifier notre fonctionnement, il est nécessaire de renouveler profondément la direction nationale, jusqu'au secrétaire national.

D'autres considèrent que les questions auxquelles nous sommes confronté·e·s sont politiques, avant d'être des questions de personnes, et que le débat ne peut se poser en ces termes.

De même, les rôles respectifs des conseils départementaux et des exécutifs départementaux et leur fonctionnement doivent être repensés.

La redéfinition de ces rôles porte à reconsidérer la composition de ces instances : quels sont les différents profils à rechercher, en fonctions des tâches à accomplir, des besoins et objectifs politiques ?

Pour une autre organisation de travail du Conseil national, ne faut-il pas imaginer une équipe d'animation en charge de préparer ses réunions, en amont, pour fournir à chaque membre les ressources nécessaires au débat et à la prise de décisions ?

Pour améliorer le fonctionnement global de la direction nationale, faut-il donner un nouveau rôle à la réunion des secrétaires départementaux ? Lequel ?

Pour des instances en prise avec la réalité de la société, il faut aussi définir des modes de fonctionnement différents (le processus de prise de décisions, le format des réunions, la collégialité, les horaires, les outils ...) avec le double objectif de permettre la participation de camarades en activité professionnelle, et la prise de responsabilité vraiment effective des femmes pour une mise en pratique réelle de la parité.

Comment y parvenir ?

Comment et à quel moment évaluer les décisions prises, leur mise en œuvre, les campagnes, les initiatives décidées et impulsées par les directions nationales et locales ?

S'il est nécessaire d'interroger la constitution et le fonctionnement de chaque collectif de direction - de la section jusqu'au plan national - il nous faut aussi examiner la question de la prise de responsabilités à tous les niveaux, de ce que cela implique notamment de capacité d'animation et de prise d'initiatives, la conception que nous en avons. Beaucoup de sections, de fédérations sont, dans les faits, confrontés à la difficulté de cette prise de responsabilités.

Des propositions existent pour aller vers des binômes paritaires, ou générationnels, ainsi que des modes de fonctionnement qui évitent que toutes les questions reposent sur le ou la premier·e responsable.

C'est avec ambition et détermination que les communistes s'inscrivent dans les combats et les défis de leur temps.

Le Parti communiste est le parti de toutes celles et tous ceux qui souhaitent construire un monde de justice et de paix !

PCF